

Second supplément à la Lettre de Liaisons n° 68. 10 juin 2003.

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.

Préambule : les faits de répression se multiplient. Il ne s'agit pas d'une répression massive, mais d'une multiplication de provocations et d'agressions. En fait, cela avait commencé à La Réunion depuis des semaines. Maintenant, c'est contre des manifestants -et non pas des "casseurs"- à Paris. Mais aussi des menaces de licenciement contre un délégué syndical dans la distribution à Narbonne, etc.

La présente lettre est rédigée rapidement pour faire le point sur la situation politique, mais nous tenions à affirmer en préambule, bien entendu notre solidarité, mais aussi notre souhait de faire le point, prochainement, sur ces faits -en particulier sur ce qui s'est passé en fin de manifestation parisienne du 10 juin, après que les SO de FO et de l'UNSA et finalement celui de la CGT se soient volatilisés...

Le point sur la situation.

Ce jeudi 12 juin offre un magnifique condensé des questions politiques globales auxquelles le peuple de ce pays est confronté. Deux hommes, deux tribunes, menacés l'un et l'autre, l'un soutenant l'autre, face à la tempête. Vous avez deviné ?

A Toulouse, donc, Chirac. Le président, l'homme des coups tordus, l'homme du coup tordu entre tous, celui qui lui a valu 82% le 5 mai 2002. Il monte en première ligne pour annoncer la suite de l'attaque de destruction des droits sociaux et démocratiques : l'attaque contre la Sécurité sociale. Sur la base du plan Juppé maintenu par la gauche plurielle, il annonce la Sécu à trois vitesses : couverture assurée par l'Etat, minimum pour les misérables, assurances privées pour les riches, et salaire différé comprimé, pillé, sous contrôle étatique et patronal, entre les deux.

C'est Chirac qui annonce ça, et, quand il prend la défense du plan Fillon contre les retraites et fait allusion "aux syndicats" qui l'ont approuvé, il déclenche les sifflets de la salle pourtant feutrée d'un congrès mutualiste -une Mutualité qui, si elle était digne de son nom, n'accueillerait d'ailleurs pas un Chirac, mais passons...

C'est Chirac qui annonce ça. Méditons le fait, d'autant que Chirac a été relativement épargné dans les manifestations. Le poids du vote en sa faveur, prolongé dans le soutien à son opposition aux Etats-Unis, opposition du petit pirate contre le grand, pèse encore. On dénonce Raffarin, la LCR par exemple appelle même dans ses tracts à virer Raffarin, mais tirer sur Chirac, c'est encore une autre histoire. Et pourtant, il le faut. S'il en était besoin, il vient de nous le rappeler.

Car Raffarin est usé. Raffarin a voulu nous faire le coup de Thatcher aux mineurs britanniques. En cela, pour l'heure, il a échoué. Même si le plan Fillon passe, et le gros des mesures de décentralisation faisant suite à la révision constitutionnelle du 17 mars, Raffarin a pourtant échoué, nous pouvons le dire aujourd'hui, à nous briser l'échine. La classe ouvrière relève la tête. Elle sait que l'arrêt de la production, la grève générale, est incontournable. Elle a reconquis cette certitude.

Et qui est le deuxième homme de ce théâtre du pouvoir ?

Ce n'est plus à Toulouse, c'est à Marseille. Bernard Thibault face aux masses. Bernard Thibault face aux 200 000 manifestants. Bernard Thibault face aux militants de la CGT, massés au premier rang, qui l'interrompent, qui scandent "Grève générale, grève générale". Bernard Thibault a du cran. Il en faut, du cran, pour s'opposer ainsi frontalement à une volonté. Pour oser jouer avec en disant "Peut-être que si on s'y met vraiment on va l'avoir" -comme si on ne s'y était pas mis vraiment. Bernard Thibault, dont l'appareil, dernier carré, a empêché l'extension de la grève par les transports le lendemain du 13 mai, puis a falsifié les chiffres de la manifestation du 25 mai, a transformé un million et demi de manifestants en 600 000, pour faire croire aux travailleurs, avec l'aide des médias -oui, nous avons bien écrit : Bernard Thibault, avec l'aide des médias,

et pas l'inverse ! -qu'ils sont moins nombreux, moins forts, moins puissants et moins légitimes qu'ils ne le voudraient, qui a reporté la grève dans les transports au 26 mai, puis au 3 juin, qui a orchestré la démoralisation contre la poussée fière et conquérante vers la grève qui, par mille et un ruisseaux, a pourtant atteint et gagné des dizaines et des dizaines d'entreprises, et qui maintenant, propose, contre les militants, contre ses syndiqués, qui réclament l'unité, la grève, la grève générale... une pétition pour demander aux députés UMP, qui ne sont responsables que devant Chirac et pas devant le peuple, de bien vouloir reporter le débat sur le plan Fillon ! Jusque dans ces détails on reconnaît la science des protecteurs de la V^o République, du dernier carré, du dernier baroud des sauveurs de cette république là !

(On nous permettra de ne pas nous intéresser au théâtre d'ombre qu'est ce Parlement, qui n'est d'ailleurs même pas un Parlement. Manifester devant aurait un sens si ce n'est pas pour lui demander quelque chose, mais pour marcher contre lui. D'ailleurs, c'est face à l'Assemblée nationale que la manifestation du 10 juin à Paris s'est terminée sous les coups et les provocations. Appeler à signer des pétitions aux députés UMP et chanter l'*Internationale* dans les gradins n'a d'autre sens que de faire croire que c'est là que les choses se décident. Non. La démocratie représentative n'est pas là !)

Ajoutons, parce que c'est là une précision nécessaire, quoi que pas sur un point fondamental, que Marc Blondel avait le beau rôle : "J'ai appelé, moi, Monsieur, à la grève générale"! Ouais... Lorsqu'il était avéré que le basculement, qui aurait pu avoir lieu le 14 mai, le 26 mai, le 4 juin, était bien compromis, la CE de FO demande à la CGT (et accessoirement à l'UNSA et à la FSU qui n'y peuvent pas grand chose) d'appeler ensemble à la grève générale. Très fort dans l'art de dire "Retenez-moi ou je vais faire un malheur, mais je sais que vous allez me retenir n'est-ce pas". -Cela dit, la prise de position de la CE de FO (v. le supplément précédent à la lettre de Liaisons n° 68) est un point d'appui, car il montre là encore que c'était, que c'est possible.

Que c'était, que c'est possible : nous hésitons, vous le voyez, entre l'imparfait et le présent. Car il est assez vraisemblable que nous entrons dans la phase de reflux de la poussée vers la grève générale telle que nous l'avons vécue jusqu'à présent -soit dit sans exclure un rebondissement à ce stade encore. Que les choses seraient difficiles compte tenu des réalités politiques, nous l'avons toujours dit ici ; autant nous n'avons pas voulu être des "gréviculteurs" pronant la grève pour la grève, mais des militants mettant la politique au poste de commande, autant quand nous avons senti le souffle de la lame de fond, nous nous y sommes engagés totalement et sans réserve. Or, nous tous et notre classe ne sommes pas battus. Et nous avons une première victoire : celle de l'expérience.

L'expérience de ce que, tous le savent à présent, la prochaine fois, peut-être dans pas longtemps, il faudra arrêter la production. L'expérience des comités de grèves, des assemblées générales souveraines, qui malgré des difficultés toujours causées par les appareils politiques et syndicaux existant de gauche et d'extrême gauche, ont commencé à pousser partout à un niveau encore inégalé dans ce pays. L'expérience des rencontres entre cheminots, traminois, profs, métallos, agents... L'expérience de la fraternité. L'expérience des délégués syndicaux unis à la base. L'expérience à la fois de la confrontation systématique, explicite, avec les directions syndicales, et de la fusion sur le terrain avec les syndicats, cadres naturels de l'auto-organisation et points d'appui vers les comités de grèves élus. L'expérience des discussions, de la radicalisation profonde, anticapitaliste évidemment, se posant la question de l'alternative politique ici et maintenant, la question de la démocratie.

Si cette première bataille est effectivement achevée, ce qui reste tout de même à confirmer à l'heure où sont écrites ces lignes, nous en sortons bel et bien plus forts que nous y étions entrés.

Le moment arrive donc, à toute vitesse, de faire de la politique, de la politique et encore de la politique. Surtout que c'est une habitude qui s'est perdue, de faire de la politique. Pendant la poussée vers la grève générale, qui a fait de la politique, dans le sens de mettre en avant, activement, explicitement, la construction du débouché politique, de l'organisation pour gagner, pour renverser la V^o République et cet Etat ? LO a combattu la grève générale, disant tout haut ce que plus d'un "stalinien" n'aurait osé dire tout bas. La LCR a chanté la grève générale, plus ou moins confondue avec la "grève reconductible" alors que les grévistes en grève reconductible, justement, ont fini par très bien faire la différence, et a fait monter sa politique jusqu'à la dénonciation de... Raffarin et pas plus haut. Le PT est clandestin, volontairement, bien que ses militants soient dans la bagarre et jusque dans la CE de la CGT-FO pour un baroud en faveur de la grève générale... Faut-il parler du PCF ? Les nouveaux courants du PS, Nouveau Monde, NPS et fédération du Nord, sont confrontés à ces questions (ce qui ne veut pas dire qu'ils y répondent).

Toutes les organisations font partie de la réponse, et la réponse les traverse, et peut les menacer, toutes.

Des centaines de milliers de militants savent s'unir au plan syndical pour la grève. La question prochaine est d'en faire autant, sur le plan politique.

Quelle représentation politique démocratique pour les millions de grévistes et de manifestants ?

*Pour en débattre,
le comité de rédaction de la Lettre de
Liaisons
et le Club République Sociale vous invitent à
une réunion ouverte à Paris salles AGECA
177, rue Charonne, métro Alexandre Dumas
le dimanche 29 juin 2003 14 heures.*

**Pour soutenir et élargir la diffusion de Liaisons, faites circuler notre bulletin,
abonnez-vous à notre liste de diffusion : e-Liaisons-subscribe@yahoogroupes.fr**